

In Jean Métral (coord.), *Cultures en Ville*, Editions de l'Aube, 2000, p. 101-122.

A L'ECOLE DE L'INDIGNATION

Une histoire du militantisme social et de la culture militante à Marseille

Dans les études consacrées au fonctionnement et à la vie d'un groupe social, on juge souvent qu'il n'y a pas lieu d'explorer l'histoire des gens que l'on étudie à un moment donné, estimant que l'histoire n'a pas de structure, ni la structure d'histoire¹. Ce que nous dirons un peu plus loin de l'histoire des cités d'habitat social de Marseille, du monde associatif, de l'animation socioculturelle et du militantisme, ce que nous raconterons des histoires de vie et de pratiques de militants sociaux pourrait donc passer pour un surplus descriptif à l'enquête sociologique qui nous a fait aborder le dispositif d'animation socioculturelle comme lieu de passage à l'acte du militantisme social. Pourtant, si nous n'avions pas rétabli la dimension d'historicité des pratiques sociales que nous avons étudiées, nous serions probablement passés à côté des ruptures et des continuités dont participe le militantisme social, des chaînes générationnelles dont sont issus les acteurs du dispositif d'animation socioculturelle.

Présenter par exemple de jeunes entrepreneurs - issus des cités d'habitat social et qui y créent leur entreprise sur des missions sociales ou culturelles, leur emploi et celui de leurs pairs - comme des militants, pourrait en effet passer pour un excès d'interprétation, d'autant que nous décrivons aussi leurs ressemblances et leurs différences avec d'autres générations de militants. C'est compter sans le fait que ces "chefs d'entreprise" ont fait leurs débuts sur la scène publique dans les Mouvements Beurs qu'affectionnaient particulièrement les éducateurs "gauchisants", ont appris le métier dans les équipements socioculturels des cités que dirigeaient

¹ Norbert ELIAS, John SCOTSON *Logiques de l'exclusion*. Fayard, 1997.

les militants de l'Education Populaire, ont été politiquement initiés par les communistes ou les prêtres ouvriers, ont "réussi" sous le regard volontariste de leurs mères passées par les dispositifs paternalistes d'alphabétisation et d'enseignement ménager des organisations caritatives ; et que tous ces éléments de leur trajectoire imprègnent durablement leurs convictions, leurs compétences, leurs choix et leurs méthodes professionnelles, et ce qu'ils pensent d'eux-mêmes. Mais ce n'est qu'un exemple. Ce que nous voudrions montrer, c'est que les consistances relationnelles, les rapports sociaux sur lesquels se fonde le militantisme social d'aujourd'hui dans les cités, participe de filiations, de logiques de transmission, d'initiation, et que le rapport à l'Autre, fondateur du militantisme social, est un élément de la vie des cités qui perdure, qui fait mobilité sociale, et dans lequel s'autoproduit le monde des "clercs"².

Tels que nous les décrivons, les bidonvilles que l'on rase à partir des années 60 en même temps que l'on bâtit les cités, les premiers professionnels de l'animation socioculturelle qui réinventent l'action sociale en même temps que l'on équipe les ZUP de mètres carrés sociaux, les mouvements de jeunes "issus du milieu" dans les années 80 en même temps que se développent les rodéos de banlieue, la multiplication des emplois dans l'animation en même temps que l'épuisement du pacte salarial, sont autant de "plans fixes" caractéristiques d'un moment de la vie des classes populaires, inséparable de celle des militants dont on sait que ces lieux et ces moments constituent leur terrain d'aventures³. En faisant de la confrontation entre les militants et "le peuple" le lien de ces moments fondateurs nous avons, je crois, desserré l'étreinte qui nous fait trop souvent regarder les choses en train de se faire. Dans les cités en particulier, la mise en place des dispositifs de politique de la ville concomitante à l'entrée sur la scène publique d'une "génération banlieue", semble avoir déplacé, sans autre protocole, le regard des sciences sociales : les classes moyennes, agissantes, productrices de mobilité et d'intrigues relationnelles dans ses rapports de voisinage avec le peuple, quittant les cités pour l'habitat pavillonnaire, auraient livrés les mondes populaires aux mains de la puissance publique, seule désormais à pouvoir intervenir sur le sort des grands ensembles et de leurs habitants. C'est désormais là, entre "habitants" et "dispositifs publics" que se sont construits les objets, les champs d'investigation de la recherche en sciences sociales, comme si l'urgence sociale publiquement signalée dans les années 80 avait fait écran, au sens strict du terme. Un

² Jacques ION, *La fin des petits clercs*, in DONZELOT (dir), "Face à l'exclusion. Le modèle français", Esprit, 1995.

³ Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers 50 ans de politique de la ville*. Albin Michel, 1996.

André MICOUD, *Montchovet et la question de l'exemplarité*. In *Espaces et Sociétés* n°51, 1987.

déni d'histoire en quelque sorte, sur lequel nous reviendrons. Tout autour de l'écran pourtant, sur lequel s'animent les images absorbantes de la défaveur et celles de la puissance publique mobilisée à établir la paix sociale, des militants, sans autre point commun a priori que leur propension à s'occuper des affaires des autres, d'autres plus pauvres et plus déficitaires qu'eux. Des gens dont l'idéal repose sur les bases du vivre ensemble et de la promotion collective. Des militants sociaux qui raisonnent, échafaudent, et parfois réalisent des utopies, réifiant le face à face avec les mondes populaires. Un face à face pacifique dont la bienfaisance s'exprime le plus souvent à partir de la question du logement, fer de lance des organisations sociales dès le début du XIXème siècle, essentiellement posé en termes d'éducation des classes laborieuses, réputées dangereuses.

L'esprit social, ou la philosophie du pluralisme

A l'époque, c'est plutôt la grande bourgeoisie qui s'inquiète du sort des ouvriers, soucieuse de préserver le bon peuple - autant que de se préserver elle même - d'éventuelles épidémies sanitaires et idéologiques, et d'asseoir un " pouvoir de sujétion " par opposition aux formes, jusqu'alors courantes, de souveraineté. Quelques autres, au romantisme jugé fantaisiste, mais plus proches aussi des courants humanistes, espèrent en l'accession de tous à la dignité humaine, les conditions de vie en étant l'étape première. En tout état de cause, c'est l'idéologie chrétienne qui domine le débat, qu'elle soit conservatrice ou réformiste. Ce n'est qu'un peu plus tard, sans doute participant des mouvements révolutionnaires du XIXème siècle et de la République naissante, qu'apparaîtront de manière organisée et collective, les mouvements sociaux d'une gauche laïque, républicaine ou internationaliste, au sein de laquelle la bourgeoisie aux préoccupations sociales côtoie, non sans affrontements, les militants ouvriers et employés. Ces pères fondateurs du militantisme social, chrétiens, communistes et acteurs des mouvements d'Education Populaire, dessinent les contours historiquement stables du projet militant : des idéaux, entre discipline et affranchissement du peuple ; et des valeurs, entre normativité et contrôle social d'un bord, émancipation de l'autre.

La guerre aux taudis

1946, année charnière de la vie de ces hommes et ces femmes. Partout en France se posent en priorité les problèmes du logement, pour la puissance publique qui a la charge de reconstruire un pays dévasté par la seconde guerre mondiale, et pour plusieurs millions de foyers mal logés⁵. L'instrumentation sociale sur la question du logement s'impose dans l'urgence, dans cette forme de continuité au "fond de commerce" des pères fondateurs, dans la fidélité aux convictions originelles, mais aussi comme une occasion de reconstituer les réseaux militants dissous par le gouvernement de Vichy, ou éclatés au grès des engagements personnels jugés plus ou moins respectables à la libération. Par surcroît, dans les centres ville autant que dans les faubourgs, les logements épargnés par les bombardements n'échappent pas à l'insalubrité au pire, l'absence de confort de base au mieux⁶ ; le problème dépasse alors le cas des seuls foyers financièrement nécessaires pour s'imposer aussi à une grande partie des classes moyennes autrefois épargnées. Sur ces bases s'engage, dès 1946, ce que l'on appellera "la guerre aux taudis"⁷, et dans laquelle se mobiliseront durablement les différentes organisations de militantisme social, selon des modalités d'action, il est vrai, fort différentes. La guerre aux taudis marseillaise est en bien des points exemplaire : d'une part car s'y initieront nombre de mouvements militants au rayonnement par la suite national, d'autre part parce que la résorption des bidonvilles et la construction des cités prendront ici une allure singulière, affichant un retard qualifié de chronique par les aménageurs de l'époque, en décalage avec les directives nationales⁸, et faisant de l'aménagement urbain l'instrumentation durable du pouvoir de son Maire.

Dans cette guerre aux bidonvilles, les militants du Mouvement Populaire des Familles (MPF) feront figure de pionniers, assumant astucieusement les apparents paradoxes de leurs positions multiples dans l'arène politique autant que dans l'espace social, probablement parce que ce qui se joue les mobilise autant pour eux mêmes que pour ceux dont ils défendent les intérêts. Ils sont

⁴ Michel FOUCAULT, Cours au Collège de France du 7 et du 14 Janvier 1976 et La gouvernementalité in, *Dits et écrits III*, Gallimard 1994.

⁵ Sur commande du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement, les études réalisées dès l'après guerre font état de plus de 4 millions de logements vétustes (auxquels il faut ajouter les bidonvilles non recensés), dont 10% sont insalubres et 40% surpeuplés.

⁶ Pour mémoire, en 1954, 25% des logements ne possèdent pas l'eau, 49% ne sont pas aérés, 69% n'ont pas de W-C et 95,5% pas de salle de bains. *Surpeuplement du logement en 1954*, Rapport au Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement.

⁷ Jean François LAE, Numa MURARD, in *Mémoires des lieux : une histoire des taudis*. DRI, Séminaire TTS n° 5/6, 1988.

⁸ Alain DUFAU, *Au nom de l'urgence*. Film documentaire, Carnets de ville, 1993.

chrétiens, issus pour la plupart des JOC⁹ et LOCF¹⁰, mais aussi bien souvent délégués des sections CGT¹¹ du corps de métier dans lequel ils exercent ; ils sont ouvriers pour l'heure, mais dans la logique d'une aristocratie ouvrière qui aspire à ne pas ressembler à ses pères issus d'une industrie en formation et peu structurée¹² ; ils s'affrontent aux grands propriétaires immobiliers autant qu'aux pouvoirs publics ayant en charge la reconstruction, mais les fréquentent familièrement par ailleurs via les réseaux chrétiens ou socialistes. Autant de moments sociaux de la vie de ces militants et autant de ramifications des réseaux, ce qui n'est alors le cas ni de la gauche radicale dont les aspirations ne sauraient ressembler à celles des petites bourgeoisies montantes, ni de la ligne " pure " catholique en cheville avec la hiérarchie cléricale qui proscribit toute compromission avec la gauche, fut-elle modérée, et tend d'abord à protéger ses propriétés.

Les pionniers de l'action pour le logement

Pionniers dans leurs appartenances multiples, mais pionniers aussi dans leur manière de faire de cette " guerre " un moment fondateur des logiques de pacification qui présideront à la construction des cités. Ce faisant, et toutes proportions gardées, ils opèrent à plus de quarante ans de distance ce type retournement du regard autant que des situations sociales auquel les sociologues s'essaieront au cours des Maîtrises d'Oeuvre Sociale¹³. Dès 1946, se voyant refuser l'instruction des 12000 dossiers de demande de logement qu'ils avaient déposés auprès des services préfectoraux des Bouches du Rhône, ces très jeunes militants du MPF créent le Mouvement des Squatters qui connaîtra un succès grandissant national pendant près de 10 ans¹⁴, et les engagera dans la confrontation à la puissance publique et à la grande bourgeoisie marseillaise autant qu'au Diocèse, propriétaire de nombreux domaines. Mais d'une confrontation qui se veut honorable puisqu'après tout l'on se trouve le plus souvent entre chrétiens, et qui doit permettre à chacun de sauver la face : on joue sur le temps et les vides juridiques, accordant aux squatters des délais, aux propriétaires des compensations financières,

⁹ Jeunesses Ouvrières Chrétiennes

¹⁰ Ligue Ouvrière Chrétienne Féminine

¹¹ Confédération Générale du Travail

¹² Bernard MOREL, Philippe SAN MARCO, *L'endroit du décor*. Edisud, 1985.

¹³ Michel ANSELME, *Les maîtrises d'oeuvres sociales dans quelques opérations de réhabilitation des cités HLM*. In Situation d'expertise et socialisation des savoirs, CRESAL, 1985.

¹⁴ Michel CHAUVIERE, Bruno DURIEZ, *La bataille des Squatters et l'invention du droit au logement, 1945-1955*. Cahiers du GRMF, 1992.

des aides à la réhabilitation des immeubles vétustes. Plus tard, en créant le Mouvement des Castors sur le principe de l'autoconstruction de cités pavillonnaires, ces mêmes militants du catholicisme social, vivement encouragés par le Ministre Claudius Petit dans cette entreprise communautaire et réformiste, s'engagent dans l'utopie d'une nouvelle forme de vivre-ensemble, par une organisation collective de la vie quotidienne. De ces expériences, ils héritent de réseaux de soutiens et de connaissances aussi puissants que divers, participant des stratégies de distance et de proximité qu'ils entretiennent avec le prolétariat dont ils sont issus, les couches moyennes dont ils partagent les modes de vie, et les " puissants " qu'ils sollicitent. Dans le quotidien de leurs actions militantes, ils ancrent leurs convictions sur de multiples centralités selon des logiques de compétence, se faisant tour à tour techniciens de l'action sociale, de l'urbanisme ou de la politique partisane au titre de leur expérience militante, experts de l'immigration et des mondes ouvriers au titre de leur histoire et de celle de leurs pères. " *On était tenaces sur l'option de la démocratie participative* ", nous dit un de ces militants, " *on a tenu bon à la CGT, et pareil dans l'Eglise* ". Par leurs appartenances multiples, ces militants se placent au coeur des enjeux de lutte de classe, autant que des questions du traitement social des populations habitantes ou de la technicité des formes et des agencements urbains, et font de la préfiguration des cités une arène politique. La logique de squat des résidences bourgeoises dans laquelle s'inscrit un public socialement très hétérogène, composé aussi bien de fonctionnaires que de marginaux, de militants eux-mêmes mal-logés, accompagnés de dizaines de familles ouvrières et réfugiées nécessiteuses, ne participera pas en effet d'une seule mesure destinée à pallier à l'urgence et à sensibiliser l'opinion publique sur les questions du logement. Certes, elle dérange les grands propriétaires fonciers (dont le Diocèse, pour une large part) autant que la puissance publique incapable pour l'heure de proposer quelque alternative ; mais elle participe avant tout d'une volonté de mettre en débat les réagencements sociétaux qui s'imposent dans l'après guerre. Il y a plus à jouer en effet que les pouvoirs locaux et les places notabiliaires que se répartiront durablement les anciens *compagnons*, et au delà de l'apparent consensus proposé par le rassemblement gaulliste, c'est la confrontation des puissants et du peuple qui se voit réifiée. Les squatters ne s'y tromperont pas, mettant leur expérience en débat lorsqu'il faut décider des méthodes à employer pour maintenir durablement les squatters dans les lieux ou de la ligne de défense à adopter dans tel procès qui leur est intenté par les propriétaires : dans les cellules du Parti Communiste et les sections CGT auxquelles ils appartiennent, la nationalisation des entreprises autant que des grands domaines privés se discute. Mais le MPF est aussi un organisme d'action catholique et, au sein du Diocèse, on ira même jusqu'à élaborer une

théologie du droit à la propriété au cours des discussions qui animent le CAL¹⁵. C'est sans doute cela qui nous intrigue chez les militants : cette capacité à mettre en débat les cités et les utopies qui ont présidé à leur établissement sur les bases de ce qu'elles ont finalement toujours été, un objet politique où se jouent les règles de l'être-ensemble¹⁶.

Ces années de confrontation constituent une préfiguration politique en même temps que la mise en place des cadres et des acteurs de l'aménagement des grands ensembles. Vers le milieu des années 50, plusieurs logiques prennent forme : la municipalité, prise dans la valse des architectes en chef et leur toute-puissance, a perdu 10 ans dans l'aménagement du Vieux-Port, reléguant la construction massive des logements sociaux au second plan. Elle achète les terrains, en quantité, mais pour n'y construire que des cités d'urgence où s'expérimentent les processus de construction rapide, qui finalement coûteront plus cher que du durable. Le CAL, pour sa part, utilise les terrains paroissiaux et les dons récoltés au cours d'un grand meeting de l'Abbé Pierre pour construire les premières cités. Enfin, des sociétés d'économie mixte ainsi que l'office municipal HLM, qui deviendra la Phocéenne d'Habitation, sont mis en place. Au sein du CLARB¹⁷, et autour des techniciens de l'urbanisme et de la gestion foncière, s'animent des milieux militants divers, dont certains deviendront les futurs cadres de l'AGAM¹⁸, des offices HLM ou des grandes fédérations d'animation qui participeront à l'aménagement des grands ensembles. C'est aussi à cette époque d'institutionnalisation des logiques de construction et de préfiguration des carrières personnelles, que la fraction ouvrière de la guerre aux taudis se mettra à distance des questions directement liées au logement, n'y revenant que si les mouvements sociaux urbains présentent des enjeux de lutte de classe, par le biais par exemple des brigades de choc du PCF sur des actions d'aménagement¹⁹. Pour ceux qui restent dans le débat, deux processus relativement autonomes se conjuguent, nous rappelant aux idéaux militants : un processus classiquement technique qui ancre sa légitimité sur les formes et les modalités institutionnelles de la compétence, avec, pour ceux qui s'y engagent, une logique de professionnalisation dans l'urbanisme ou le social ; et un processus où la dimension

¹⁵ Comité d'Action Logement, lié au Secrétariat Social dirigé à l'époque par Monseigneur GROS, coadjuteur de l'évêque.

¹⁶ Michel PERALDI, *La vie publique des cités*, à paraître, 1999.

¹⁷ Comité Local d'Action pour la Résorption des Bidonvilles, créé en 1963, regroupement informel de l'ATOM, le FAST, la CIMADE, l'Oeuvre Protestante, le Service Civil International, le Secours catholique et divers ordres religieux, des architectes et urbanistes dont beaucoup ont fait leurs classes dans les opérations de résorption des bidonvilles en Algérie.

¹⁸ agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, créée en 1969.

¹⁹ CERFISE, *Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille*. Comptes rendus des séminaires, 1989.

informelle est pensée comme constitutive de l'action, se revendiquant des actions caritatives et bénévoles du militantisme social traditionnel. A bien des égards, c'est à cette période tardive où sont résorbés les bidonvilles marseillais et construites les premières cités²⁰ que se dessinent les composantes sociales, éthiques et techniques de l'action "sur" et "dans" les cités, qui trouvera son instrumentation pour l'essentiel dans deux dispositifs : l'Association d'Aide aux Travailleurs d'Outre Mer (ATOM) d'une part, l'animation socioculturelle d'autre part.

L'injonction disciplinaire

A Marseille, dès 1946, le Secrétariat Social²¹ s'interroge en particulier sur la question des "immigrés", terme générique employé pour désigner les dizaines de milliers de personnes qui s'entassent dans les nombreux bidonvilles situés sur le territoire même de la ville. En 1948, l'ancien directeur du Foyer Africain de Marseille est mandaté, avec son épouse, pour élaborer une étude sur ces populations dites immigrées, en identifier les problèmes et proposer des solutions. Leurs travaux révéleront que l'essentiel des populations résidentes dans les bidonvilles est composé de français originaires des colonies africaines, souvent anciens combattants dans l'attente d'une improbable pension, de familles tsiganes et de sinistrés.

"C'était essentiellement une population d'Afrique du nord. Il y avait également une population noire mais qui était à 100 % composée de navigateurs. Les compagnies de navigation, messagerie maritime, employaient beaucoup de noirs, soit aux machines, soit dans les soutes, des malgaches à la buanderie ou au restaurant. Cette population là était concentrée autour de la Mairie. Des asiatiques, il y en avait quelques uns autour de la Joliette mais comme tous les asiatiques, comme à Paris, restaurateurs, laveries. Des gitans également.

Ces gens ne posaient pas de problèmes. C'étaient les maghrébins qui posaient des problèmes, pour plusieurs raisons. La première c'est qu'ils étaient complètement inadaptés, la deuxième, c'est qu'ils vivaient délocalisés. La plupart d'entre eux étaient des engagés volontaires qui

²⁰ La résorption de l'habitat insalubre ne s'opère effectivement qu'à partir des années 68-72, concomitante à la création de la ZUP n°1 construite sur l'emplacement des plus grands bidonvilles marseillais.

²¹ Les Secrétariats Sociaux, liés à "Economie et humanisme" fondé par le Père Lieubret et dans la lignée des Semaines sociales, réunissaient des chrétiens souvent d'origine bourgeoise désireux d'apporter des solutions

avaient fait le pari suivant : j'offre ma peau à la France, et si par hasard je m'en tire, la France me nourrira jusqu'à ce que je meure de ma belle mort. »²²

A la suite de cette étude, le couple en question crée l'ATOM qui, dans les trente années de son existence, restera un dispositif missionnaire, fortement marqué par la personnalisation de ses deux dirigeants. Elle bénéficie cependant de l'appui et du soutien inconditionnel d'une partie de la grande bourgeoisie chrétienne et d'appuis ministériels. Par cet intermédiaire l'ATOM est placée sous la protection discrète des très puissants réseaux de l'action catholique. Et par cette intermédiaire encore, elle entretient des rapports étroits avec les administrations publiques, régulières ou missionnaires, qui vont la financer et la mandater de plus en plus solidement au fur et à mesure que monte en urgence la question des migrants algériens, entre la France et l'Algérie en guerre. L'ATOM va ainsi devenir quelque chose comme le bras séculier de la SONACOTRA et de LOGIREM, lorsque s'étoffe et se développe leur politique immobilière et sociale.

La politique qui est menée alors par l'ATOM, consiste à établir des points de contact, d'intervention et d'encadrement, tout au long de l'espace-temps urbain dans lequel circulent les migrants maghrébins : des points d'accueil et d'orientation sur le port et à la gare SNCF, des antennes dans les bidonvilles, les foyers et plus tard les cités de transit ou d'urgence, des centres de formation spécialisés. Cette association mène une triple action qui, de fait, plus que de mandat, lui est délégué par l'administration : fonction d'action éducative d'abord, lorsque la différence culturelle est pensée comme un déficit qu'il s'agit de combler.

Dans la plus pure tradition hygiéniste, les centres ATOM dispensent donc des cours de cuisine et de "soins ménagers", de puériculture ; ils font de l'alphabétisation et ce qui s'apparente à de l'éducation civique. Leur action s'adresse alors en priorité aux femmes et aux jeunes filles. Fonction de tri ensuite, qui se veut efficace dès le débarquement du postulant à la migration et se prolonge tout au long de son parcours dans la ville. On accompagne dans ses démarches administratives celui qui vient muni d'une promesse d'embauche, on dissuade celui qui vient simplement à la recherche d'un emploi, voire même on fait "l'accompagnement social" de ceux que la force publique a décidé d'expulser. Plus tard, dans les bidonvilles, on sélectionne les familles "méritantes" qui accéderont aux cités de transit et d'urgence, puis celles, plus rares encore, qui seront jugées dignes d'entrer en HLM ordinaires, comme on sélectionne ceux

pratiques aux problèmes sociaux du moment. A Marseille, le Secrétariat Social était animé par Henri Thery, Maurice Chaixbriand et Monseigneur Gros, en qualité d'aumônier.

²² Entretien avec le fondateur et directeur de l'ATOM, 1996.

d'entre les enfants que l'on juge capables de suivre une formation professionnelle. Fonction de pacification enfin, notamment pendant la guerre d'Algérie, où l'ATOM s'efforce de tenir une position de neutralité active entre le FLN et les militaristes français en tentant de protéger la population contre l'enrôlement et les prélèvements financiers du FLN, sans pour autant dénoncer les activistes et sympathisants nationalistes. Position de neutralité que l'ATOM reprendra, lorsqu'il s'agira par exemple de "pacifier" les relations communautaires dans les cités, notamment entre gitans et maghrébins²³.

L'ATOM cessera ses activités brutalement au début des années 80, suite à une enquête de l'IGAS²⁴, mais surtout parce que les temps ont changé et que ce dispositif paternaliste devient gênant, "non conforme à la politique nationale d'insertion des immigrés dans la société française" suggérant le "respect du droit commun par rapport aux populations immigrées, notamment des différences ethno-culturelles"²⁵, alors même qu'une partie des enfants de ceux que l'ATOM a éduqués revendique sa place sur la scène publique. Les activités de l'ATOM seront réparties sur deux associations créées pour ce faire²⁶, et l'essentiel des 300 salariés ira intégrer d'autres dispositifs sur le terrain de l'action sociale et de la formation professionnelle. Et tous de s'efforcer, avec un succès certain, d'annésier ce passage encombrant de l'histoire sociale pourtant symptomatique du formatage de certaines populations dans le but d'en faire l'objet d'un traitement institutionnel. Ici s'illustre le scandaleux glissement, pour ceux qui en furent les sujets, du statut de citoyen français à celui d'immigré, puis d'étranger générique. Reste cependant la mémoire des mères passées entre les mains des monitrices d'alphabétisation et d'enseignement ménager dans les foyers ATOM et autres dispositifs d'animation socioculturelle. Certaines de ces femmes, alors même qu'on les attend sur le registre de la conformité aux normes et aux valeurs qui leur ont été "enseignées", retournent le stigmate en s'affranchissant de la dette sociale dont on leur suggère d'être redevables. Elles

²³ Michel PERALDI, *Frontière ethnique et société locale urbaine. Ethnicités sédentaires à Marseille*. In BEKKAR, BOUMAZA ed. "l'ethnicité : politiques publiques et stratégies résidentielles", L'harmattan, 1999.

²⁴ Inspection Générale des Affaires Sociales. Cette enquête fut instruite en 1981-83 à la demande de François AUTAIN, Secrétaire d'Etat aux affaires sociales, et de Georgina DUFOIX, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, suite au rapport 1980 de la Cour des Comptes sur les exercices du FAS qui faisait apparaître le cas de l'ATOM.

²⁵ Rapport de l'IGAS, Décembre 1982.

²⁶ L'ADRID (Association pour le Développement des Relations Intercommunautaires à Marseille) gère le logement ou relogement et suit l'accompagnement social de familles en difficulté, notamment d'origine étrangère. L'AREAT (Association Régionale d'Etudes et d'Actions auprès de Tsiganes) gère une grande partie des aires d'accueil pour les gens du voyage, de la région. Cette dernière association a été créée (et est toujours dirigée) par un ancien moniteur de l'ATOM.

s'appuieront sur leur apprentissage des “ outils d'émancipation féminine ” (contraception, alphabétisation et permis de conduire par exemple) pour s'affranchir de l'autorité des pères et des époux, transformant les “ lois ” familiales sur le mode du compromis pour elles-mêmes, et celui de la revendication pour leurs filles. Sur le plan social, elles adoptent la posture de l'indignation, revendiquant pour leurs enfants l'accès à la réussite et la visibilité publique qu'on n'a pas accordé à leurs époux.

La fin des baraques

La dynamique de la guerre aux taudis et l'effervescence des noyaux militants préoccupés par l'aménagement et le gouvernement urbains est aussi un lieu d'opportunités socio-professionnelles pour ceux qui en sont les acteurs : certains suivront les filières de l'urbanisme, devenant les cadres de la planification, dans la continuité des parcours qu'ils ont souvent inaugurés dans les colonies²⁷ ; d'autres, que l'on retrouvera dans les cités dès les premières opérations de réhabilitation, s'engageront dans la filière des sciences sociales²⁸. Un troisième “ noyau ” de militants, issu de la mouvance JOCiste et des mouvements d'Education Populaire, choisira de poursuivre dans la continuité de “ l'apprentissage des méthodes de gouvernement en douceur ”²⁹, logique de détour aux bannières corporatistes et aux filières professionnelles “ canoniques ”. Les baraques sont rasées, les grands ensembles se construisent, le logement tend à acquérir le statut de “ droit social ”³⁰, il est désormais en question de les aménager. Dans sa version urbanistique, l'aménagement s'en tient, aux dires des acteurs sociaux, à “ *faire en sorte que l'école voit le jour en même temps que les logements sont occupés* ”³¹. “ *C'était compter sans l'expérience de la vie dans les cités. Au début, les gens qui venaient vivre là étaient heureux d'accéder à un logement très agréable et confortable. Les urbanistes n'ont pas pensé à préparer l'accueil de ces gens. Il n'y avait pourtant rien pour faciliter la vie sociale, pas de lieux de rencontres. Les premières*

²⁷ Michel MARIE, *La guerre, la colonie, la ville et les sciences sociales*. In Sociologie du Travail n°2, 1995.

²⁸ Pierre LASSAVE, *Le ministère urbain des sociologues. Approche d'une configuration intellectuelle dans la France des années 1980*. Thèse de doctorat de l'EHESS sous la direction de Jean-Claude CHAMBOREDON, 1995.

Sylvie MAZZELLA, Pierre-Paul ZALIO, Cinquante ans de recherche urbaine à Marseille. rapport au Plan Urbain, 1995.

²⁹ Michel MARIE. *Op. cit.*

³⁰ André MICOUD, *Op Cit.*

³¹ Mr LACROIX, Inspecteur Général des services techniques, Ville de Marseille.

associations de locataires se sont constituées très rapidement pour demander la fin des constructions, et des équipements pour mieux vivre ³². Ce sont en fait deux systèmes de valeurs qui s'affrontent : l'un défendant une vision de la cité achevée en tant que telle, et qu'il faut gouverner ³³ ; l'autre regroupant ceux qui pensent que le logement s'aménage et que l'animation socioculturelle est un élément de la vie publique des cités. Vers la fin de la construction des grandes ZUP, cette seconde logique prendra le dessus, soutenue par la Caisse des Dépôts et Consignations, maître d'oeuvre d'une partie des grands ensembles, et pour qui le principe des "mètres carrés sociaux" ³⁴ s'impose, dont la gestion est confiée à l'ALFA ³⁵. Les premiers professionnels de l'animation socioculturelle sont recrutés, qu'on ira chercher parmi les bénévoles engagés dans le militantisme social, notamment dans les réseaux d'action familiale liés au MPF. Car le logement n'est qu'un des éléments de l'action de ces mouvements chrétiens sur l'ensemble du cadre de vie des familles. Dès l'après guerre - et dans la continuité de tentatives d'organisation déjà initiées avant et pendant la guerre -, ces militants mettent en place des outils d'économie sociale et familiale ³⁶. L'animation socioculturelle faisait déjà partie de leurs activités, d'abord pour eux mêmes et leurs familles, dans la logique du "bénévolat comme un loisir occupationnel" ³⁷, puis pour les familles et les enfants des cités dans un souci d'éducation à la pratique urbaine. Ils rejoindront à ce moment les mouvements d'Education Populaire dont ils partagent les idées de "promotion collective des gens selon une pédagogie qui part de l'action, qui va à la formation pour ensuite, avec une réflexion, améliorer l'action. C'est comme ça qu'un homme qui applique cette pédagogie d'éducation populaire est un homme cultivé parce qu'il a le souci de l'autre, le souci des gens." ³⁸. La Fédération des Centres Sociaux viendra, un peu plus tard, s'inscrire dans la filiation de la politique de gestion des équipements sociaux de la Caisse des Dépôts.

³² Entretien avec Séverin MONTARELLO, militant JOC, MPF, ALFA, Fédération des Centres Sociaux.

³³ Le Corbusier, par exemple, sollicitera les instances dirigeantes du Parti Communiste Français en ces termes : "J'ai mis sur pied des plans extraordinairement efficaces et capables d'apporter la joie de vivre. Mais il faut savoir les habiter. Il faut enseigner à vos gens la discipline nécessaire". Cité par Jean Paul FLAMAND, *Loger le peuple*. La découverte, 1989.

³⁴ Principe d'un pourcentage de mètres carrés réservés aux équipements sociaux, proportionnel aux mètres carrés d'habitation, ou au nombre de logements.

³⁵ Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles, créée par la CDC.

³⁶ COOP La Familiale, Confédération Syndicale des Familles, Confédération Syndicale du cadre de vie, et, pour la part animation : Villages Clubs du Soleil, INFAC, Peuple et Culture, Centre de Culture Ouvrière et ALFA.

³⁷ Entretien avec un militant du MPF.

³⁸ Entretien avec un professionnel de l'ALFA de l'époque.

Le “ maillage ” territorial des quartiers nord

Gaston Defferre aussi joue la carte des équipements sur le territoire marseillais, même si la répartition est assez inégale, les quartiers Nord se trouvant quantitativement mieux lotis. Mais là encore, pas de hasard. Triple effet que celui du maillage territorial : effet de pacification, espéré, qui répond à la demande des militants parlant au nom des habitants ; effet électoral, les équipements se trouvant être d'excellents lieux à sensibiliser la base populaire fâcheusement proche, selon Defferre, des communistes ; effet de sympathie politique, la plupart des grandes fédérations d'éducation populaire étant sensibles à la gauche socialiste que représente le Maire de Marseille, en particulier la Fédération Léo Lagrange qu'a fondée et que préside Pierre Mauroy. C'est d'ailleurs au sein de cette dernière qu'une partie des cadres du Parti Socialiste fera ses débuts. En une dizaine d'années, et par combinaison des politiques des logeurs et de la municipalité, Marseille devient - ce qu'elle est toujours - la ville qui compte le plus d'équipements socioculturels par habitant.

Les premiers professionnels, nommés dans les années 60 et issus principalement des mouvements d'Education Populaire, sont secondés dès les années 70 par de jeunes arrivants fraîchement sortis des écoles de travail social et des centres de formation aux tous nouveaux diplômes d'animation, et se revendiquant d'une “ culture ” d'une part gauchisante, d'autre part “ de la compétence ” légitimée par les diplômes qu'ils ont acquis. Par surcroît, ils approchent les équipements socioculturels des cités dans un contexte particulièrement marqué par la guerre d'Algérie et le retour colonial. Les cités sont déjà ces “ enclaves ethniques ” dont les populations habitantes sont considérées “ à la fois en danger social et comme facteurs de désordre du simple fait de leur origine culturelle ”³⁹. Pourtant, les premiers professionnels de l'animation des grands ensembles semblent avoir peu pris en compte dans les années 60 un “ là-bas ” pourtant fondateur de la présence algérienne massive dans les cités, probablement dans l'intention de limiter sur les territoires dont ils avaient la gestion, les pressions des réseaux FLN autant que celles des rapatriés. Et de restreindre la confrontation aux limites d'un face à face entre classes moyennes et classes populaires dont participe la promotion collective. “ *Il y avait d'un côté la volonté d'encadrement de la population par le FLN. Ça passait par les cours d'arabe, les services mutualistes pour le rapatriement des corps en Algérie, les “ milices ” de surveillance de la cité*

³⁹ Michel PERALDI, *Op. Cit.*

*par crainte de représailles des français, etc. ; tout cela était encadré par les amicales des algériens, proches des mouvements d'extrême gauche. De l'autre côté, il y avait les associations de locataires où n'étaient représentés que les pieds noirs. Entre les deux, les services sociaux qui ne voulaient rien savoir de l'Algérie et de ce que vivaient nos familles sous prétexte qu'on était tous pareils dans la cité, et surtout parce qu'ils étaient tenus par la logique de subvention dans laquelle il leur était interdit de prendre parti.*⁴⁰

Les nouveaux arrivants, jeunes éducateurs de rue, voient ces tentatives de pacification des rapports à la clientèle des “équipements du pouvoir”⁴¹, d'un autre oeil :

*“ A l'époque, pour les gens des quartiers, un centre social représentait l'appropriation de quelque chose, un lieu qui pourrait les valoriser. Or les arabes n'étaient quasiment pas représentés dans les institutions, il faut appeler un chat un chat. Idem dans les associations de défense des locataires très fortes, très marquées par les blancs. Des gens du quartier, mais pas d'arabes. Ou alors très ponctuellement, pour s'arranger le coup ou faire plaisir. Moi, je voulais me mettre du côté du plus faible, où il me semblait qu'il y avait le plus de besoins. Et le besoin était du côté des familles arabes qui n'avaient pas de lieu pour se réunir, pas d'activités pour les enfants. On voulait des équipements à eux, comme une façon d'accéder à la citoyenneté à égalité avec les autres. A l'époque aussi, avant 81, les étrangers ne pouvaient pas faire partie du bureau des associations. On a triché. On a mis des gens censés être de nationalité française. Ils ne l'étaient pas forcément, mais comme la Préfecture ne leur a jamais demandé leur carte d'identité...”*⁴²

Au sein même des structures associatives et des équipements socioculturels, les jeunes animateurs tentent d'imposer leur présence, celle des immigrés et de leurs enfants. Ils s'appuient pour ce faire sur leur proximité aux populations habitantes dites défavorisées, sur quelques “alliés” dans le milieu de l'animation, notamment certains directeurs d'équipements sensibles aux méthodes de travail social communautaire, et se feront les précurseurs du métier d'animateur de rue, soutenus par la fédération des Clubs et Equipes de Prévention. En même temps, ils critiquent souvent violemment le monopole exercé par les grandes Fédérations d'Education Populaire sur les équipements socioculturels et instaurent un rapport de force au sein même des fédérations dirigeantes, réclamant des postes à

⁴⁰ Entretien avec un fils d'algérien né en 1959, habitant la cité Bassens jusqu'en 1981, aujourd'hui fondateur et responsable d'une association à vocation sociale et culturelle, 1997.

⁴¹ François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir*. Ed 10/18, coll recherches n°13, 1976.

responsabilité au titre des compétences techniques en matière de gestion et de travail social dont ils se prévalent au dépend de leurs prédécesseurs. Enfin, ils se feront des places incontournables aux vues des pouvoirs publics en s'engageant de manière volontariste dans la mobilisation et le soutien des jeunes " Beurs " lorsqu'un certain nombre de drames, dont les plus terribles furent des crimes racistes et des bavures policières à l'encontre de jeunes, viendront marquer les cités. *" A l'époque, on était vraiment seuls et peu reconnus de la puissance publique et des financeurs. Pourtant, l'équipement était le lieu de tous les instants, de tous les conflits. Tout passait par le centre social. Lorsque ces drames on touché des familles de nos cités, on a eu une affirmation très forte, c'est très important du point de vue politique parce que le centre social devient alors un enjeu. Comme les gens se réunissaient là, les politiques sont aussi venus là. Ils se sont aperçus qu'ils avaient une ville prête à leur éclater à la figure. "*⁴³

Dans les années 70, ces animateurs de quartier partageront avec les camarades qu'ils fréquentent dans les mouvements gauchistes, anti-racistes et non violents, une éthique de l'indignation, face aux conditions sociales d'existence des familles défavorisées dans des cités déjà vieillissantes et à l'indifférence institutionnelle qui règne vis à vis du destin des immigrés écartés des grands desseins nationaux. Ils créent nombre de structures associatives qu'ils veulent représentatives des habitants des cités, favorisent pour les plus jeunes l'accès aux activités d'animation comme usagers d'abord, puis comme animateurs, leur faisant passer le BAFA⁴⁴ et les employant dans les équipements qu'ils dirigent. Ce faisant, ils mettent en oeuvre dans la pratique quotidienne leur projet d'émancipation des enfants d'immigrés, déplaçant vers le thème de "l'ethnique " les questions qui avaient mobilisé leurs prédécesseurs auprès de la classe ouvrière. Dans les familles maghrébines, ils bénéficient de la complicité des mères qui, par leur approbation, favorisent une hypothétique réussite de leurs filles et de leurs fils, et sauvent la face aux pères. Ils se verront rapidement relayés, dès le début des années 80, par un certain nombre de hauts fonctionnaires et de cadres associatifs " arabophiles ", issus le plus souvent des mouvements d'étudiants ayant milité pour l'insoumission et l'indépendance de l'Algérie, et dont certains avaient débuté une carrière d'enseignant ou de technocrate dans la nouvelle Algérie indépendante : *" Aussitôt après*

⁴² Entretien avec un des premiers " animateurs de rue ", 1997.

⁴³ Entretien avec un animateur, puis responsable d'équipement dans les quartiers nord de Marseille de 76 à 86.

⁴⁴ Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur.

l'indépendance, nous avons été un certain nombre à partir en Algérie. Pendant nos études nous avons rencontré beaucoup d'Algériens, pendant la guerre d'Algérie, et il y avait entre nous une solidarité militante très intense. Lorsque l'indépendance est arrivée il nous a semblé tout à fait important de participer à ce qu'on pensait être un projet formidable pour la deuxième partie du XXème siècle. Nous sommes partis sur des systèmes de coopération pour travailler à la scolarisation et à la formation professionnelle des futures élites algériennes. Tout semblait possible dans cette Algérie nouvelle (...). On n'a rien vu venir ; pendant des années nous étions chacun complètement dans nos projets, tellement contents de les voir se réaliser que tout ce qui se faisait en direction d'une arabisation rapide, extrêmement liée à une islamisation mal comprise, on n'a rien vu de tout ça. La plupart d'entre nous sont revenus vers le milieu des années 70. »⁴⁵

La génération banlieue

Dans les années 80, ces militants proches de la gauche au pouvoir, prendront des responsabilités au Ministère des Affaires Etrangères, aux Affaires Sociales, à l'Education Nationale, au FAS, mais aussi dans les organes où s'initient les toutes nouvelles procédures de DSQ. La puissance publique vient alors relayer les milieux militants de la base, pour “ *tenter de réussir avec les fils ce qu'on avait raté avec les pères* ”⁴⁶. Quelques expériences sont mises en place pour favoriser la visibilité publique des jeunes enfants d'immigrés, et surtout les conditions d'accès à la réussite socioprofessionnelle. Certaines émanent des institutions - comme le DEFA 300, réservé aux “ jeunes issus du milieu ” ou encore les stages d'insertion initiés par Bertrand SCHWARTZ, et fortement relayées localement par le monde associatif en place -, la plupart participeront de la très grande effervescence associative du début des années 80 venant, à l'instar des mouvements Beurs, “ affirmer un droit de cité de milieux qui, jusque là, n'étaient visibles qu'en négatif, sur le mode de l'illégitimité communautaire ou sur celui de l'exclusion sociale ”⁴⁷. Une grande partie de ces jeunes Beurs, grandis à l'école de l'indignation, tenteront des réussites socio-professionnelles dans ce milieu de l'animation socioculturelle qui leur fait une place, là où les autres mondes professionnels les renvoie à

⁴⁵ Entretien avec le responsable d'un organisme d'échanges méditerranéens, 1996.

⁴⁶ Entretien avec un ancien cadre du FAS à Marseille.

leurs origines et à l'inconsistance de leur "capital" scolaire. Bien davantage encore, le dispositif d'animation socioculturelle permet, outre d'acquérir un statut, de faire l'expérience de la visibilité publique et d'accéder à des positions notablières. Un certain nombre d'aventures collectives viendront ainsi infléchir les destins de la "génération banlieues", comme celle de l'ASSUR à Marseille. Cette association, créée en 1982 à l'initiative d'un groupe de jeunes des quartiers Nord participant à un stage d'animation sera, pendant les 10 années de son existence, toute à la fois une pépinière d'animateurs et de travailleurs sociaux, un lieu d'innovations pédagogiques et sociales, et l'un des plus importants employeurs de l'époque, avec près de 300 jeunes des cités embauchés chaque année sur des vacances. Bénéficiant de l'appui de quelques "notables" locaux bien introduits dans la mouvance DSQ, les leaders de l'association affronteront avec détermination les résistances institutionnelles à légitimer des réussites ne passant ni par l'école, ni par les dispositifs d'intégration à la française "pour les jeunes issus du milieu" qui leur sont pourtant spécifiquement destinés, autant que les réticences des militants en place dans les équipements, peu enclins à partager les statuts de "nantis" salariés qu'ils occupent, et les crédits publics sur lesquels ils émargent. Au début des années 90, le DSU aura raison de ces jeunes ambitieux qui se veulent incorruptibles aux méthodes d'encadrement par le travail social, et dont la "communauté d'expérience marquée notamment par l'épreuve de la stigmatisation et du racisme"⁴⁸ lui est inaccessible.

Reste que cette génération d'animateurs issus des mouvements Beurs aura ses filiations : de nombreuses associations, éphémères ou durables, seront créées dans leur sillage, adoptant leur éthique de la "méritocratie" et leur posture du "service aux petits frères" ; beaucoup feront à leurs côtés l'expérience du politique et l'acquisition d'une "compétence de la sensibilité"⁴⁹ nécessaire pour aller au charbon là où le travail social traditionnel s'avère déficitaire ; la plupart enfin, au regard des trajectoires socio-professionnelles de leurs aînés, acquerront cette certitude "*qu'il y a deux manières d'échapper à la galère de la cité : le commerce et l'animation*"⁵⁰. Ici en effet, c'est au total plus de 3500 personnes qui sont aujourd'hui

⁴⁷ Alain BATTEGAY, *La déstabilisation des associations Beurs en région Rhône-Alpes*. Annales de la Recherche Urbaine, n°49, 1990.

⁴⁸ Ahmed BOUBEKER, *Cultures urbaines, expérience des quartiers et travail de conviction : la construction sociale des mondes de banlieue*. Rapport au Ministère de la Culture, Ministère de la jeunesse et des Sports, FAS, DIV, Plan Urbain. ARIESE, 1998.

⁴⁹ Liane MOZERE, *Micropolitiques et changement social*. Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Paris VII, 1993.

⁵⁰ Entretien avec des jeunes des quartiers nord de Marseille, 1996.

salariées des équipements socioculturels des quartiers Nord. Mais salariées sur des statuts et des niveaux de salaire le plus souvent précaires, pour 62% d'entre eux tous postes confondus, et 94% des emplois d'animateur. Cette dualisation du marché de l'emploi socio-éducatif participe autant de la fin du modèle évolutionniste de mobilité professionnelle sur lequel s'étaient indexées les carrières des précédentes générations de militants, que des limites de l'utopie militante qui voyait en ces jeunes issus de l'immigration les nouvelles élites de la "beurgeoisie"⁵¹. Les nouveaux venus se sont dès lors mis à chercher d'autres voies de réussite, ou à combiner les formes de notabilité que confère l'engagement militant avec des postures d'entrepreneurs.

L'économie de la dignité

C'est probablement dans la filière de l'entrepreneuriat social et culturel que se trouvent aujourd'hui les postures les plus proches de l'idéal de promotion collective qui fait continuité dans l'histoire du militantisme social. De leur passage dans le monde associatif, ces jeunes sortent aguerris aux procédures institutionnelles pour les avoir expérimentées dans la confrontation au DSU, critiques face aux logiques d'encadrement et de contrôle de l'action sociale et éducative, et forts des familiarités qu'ils entretiennent avec un certain nombre de puissants - politiques ou institutionnels - qu'ils ont inscrits à leur carnet d'adresses lorsqu'ils ont eu à exercer des médiations entre leurs pairs et la puissance publique. Autant d'attributs - de compétence et de prestige - utiles au démarrage comme à la pérennité des "carrières" d'entrepreneurs qu'ils construisent autour d'activités sociales (tourisme, loisirs, aide à la création d'entreprises) et culturelles (dans la mouvance hip-hop en particulier).

Tahar, aujourd'hui photographe indépendant dans la cité des quartiers nord où il a grandi, a besoin d'un carnet d'adresses bien rempli pour exposer et vendre ses clichés. Il n'hésite pas à puiser dans le réseau des commanditaires institutionnels, "emprunté" aux sociologues qui l'ont accompagné, il y a 10 ans, dans sa démarche professionnelle :

⁵¹ Catherine WIHTOL de WENDEN, *Naissance d'une "beurgeoisie"*. In *Migrations et Société* n°8, 1990.

“ En 86, lorsque le CERFISE⁵² a lancé la réhabilitation sur le quartier, ils ont mis en place un atelier de photographie. Moi, je l'ai su par des copains, et je me suis présenté. C'est comme cela que j'ai commencé. Pendant un an, on a appris à travailler la photographie. L'idée était de montrer une autre image de ce que les gens croient des quartiers.

A la fin du stage, on a fait une exposition collective à la Vieille Charité. Les pros et les stagiaires, sans préciser la distinction. C'était un bon moment, et en même temps, un moment difficile. La fin de quelque chose. Après cela, je ne savais plus quoi faire. J'ai fait du tirage chez des photographes. J'ai été l'assistant de Kugel, de Lesaing, de Bernard, mais c'était vraiment pas intéressant comme boulot. Donc, je suis revenu dans la cité avec l'idée de monter mon agence, en faisant un travail de promotion du quartier. La société HLM a financé mon local, sur des crédits DSU, avec la participation de la Caisse des Dépôts de Paris. Ils pensaient que je faisais du social. Moi, je fais du culturel ; le social, c'est pas mon truc.

J'ai fait différents travaux, des commandes pour le Ministère de la Culture, des événements. J'ai travaillé sur le projet Guinguette avec l'Espace Culturel Busserine. En 90-92, la DRAC m'a donné des crédits pour former 3 jeunes. J'ai aussi fait une expo, à la FNAC. Bref, tout un tas de petits contrats pour les journaux, l'OPAC, le CERFISE, la DRAC, la DDE. Le tout assorti de travaux de tirage pour des photographes. J'ai aussi fait 2 bouquins : un sur les femmes algériennes, un sur les entrevues citadines. J'ai exposé au festival des jeunes créateurs à Tignes, au congrès des HLM à Grenoble, à la FNAC de Marseille, à Aix... En ce moment, je travaille pour la DDE. Ils construisent un viaduc entre Frais Vallon et Montolivet. Avec Bernard Lesaing, on a été financé sur le “ 1% culture ” de la DDE pour faire un travail photo sur ce projet. Pour moi, c'est très clair : le viaduc passe sous les riches, et sur les pauvres.

Mais je ne gagne pas ma vie avec ça. Je fais du façonnage pour la FNAC. Ils me sous-traitent le tirage noir et blanc. Pour m'en sortir, je dois travailler 16 heures par jour : je me lève à 3 heures du matin, je travaille jusqu'à 18 heures. Là, je leur ramène les tirages. Ce boulot, je l'ai eu par connaissances. J'avais exposé à la FNAC, ils me connaissent, je fais du bon boulot. ”

De Hakim, responsable d'une association de services de secrétariat et gestion, ses clients attendent une qualité de gestion humaine et financière qui leur garantissent un service rapide et

⁵² Centre d'Etudes, de Recherches et de formation Institutionnelles du Sud-Est.

un tarif compétitif. Hakim utilise aujourd'hui la formation acquise en cours d'emploi lorsqu'il travaillait dans l'animation :

“ Dans mon activité actuelle, l'unité de formation de relations humaines du DEFA et celle de gestion et administration que j'ai passées, me sont très utiles. Et puis, le fait de se former en DEFA, ça m'a permis en 90, lorsque j'ai quitté l'animation, d'être sûr de moi. Déjà dans l'association où je travaillais, j'avais compris qu'on pouvait aller beaucoup plus loin. Alors j'ai créé d'autres secteurs économiques, dont un secteur secrétariat gestion, dans le but de permettre aux filles qui travaillaient au noir de créer leur emploi. J'ai monté cela avec des filles de l'association qui faisaient un peu de vacation d'animation. ”

En créant leur emploi, celui de la “ famille ” et des “ frères ” dans leur propre structure à l'heure où le pacte salarial a déserté les anciens mondes ouvriers, ils réinventent une morale de l'argent basée sur la dignité de l'activité produite et l'honneur du service rendu à leurs pairs. Ce faisant, ils s'affranchissent des contraintes de la dette sociale qui pesaient sur leurs prédécesseurs, autant qu'ils s'écartent de la logique associative traditionnelle qui voulait que ce monde là “ se constitue autour d'enjeux qui concernent l'existence sociale hors travail ”⁵³.

Fidèle à cette logique de l'honneur de soi-même et des siens, Farid se présente comme un résistant, davantage qu'un rebelle. Il grandit dans une cité des quartiers nord de Marseille, côtoie enfant et adolescent les groupes gauchistes présents dans la cité, autant que les militants des oeuvres sociales qui proposent du soutien scolaire et des loisirs, s'engage dans les mouvements anti-racistes. Adolescent, alors que sa famille quitte Marseille, il décide de rester et sollicite les éducateurs du quartier pour se faire embaucher et former comme animateur pour gagner sa vie. Après une “ carrière ” dans les centres sociaux, il rejoint une association lyonnaise d'insertion par le logement, y apprend le métier, et revient sur Marseille pour y créer le même type de structure qu'il dirige depuis 6 ans.

“ J'avais un double objectif : d'une part utiliser le logement comme outil d'insertion de ceux que même l'institution ne veut pas ou plus, répondre à la demande du public plutôt qu'à la commande publique : c'est pour cela que nous avons cherché à devenir rapidement propriétaires des logements que nous gérons ; d'autre part, me regarder dans la glace, pouvoir dire merde à qui je veux (...)

⁵³ Dominique MEHL, *Culture et action associatives*. In Sociologie du travail n°1, 1982.

Je suis un notable, quelqu'un de pouvoir. Mais j'ai acquis cette notabilité sans accepter le compromis ni jouer le conformisme, et j'utilise mon pouvoir pour réaliser des choses, proposer des alternatives : je propose des logements, j'ai créé pas mal d'emplois, j'ai la chance d'avoir un boulot dans lequel je m'affirme. Mon entreprise est le reflet de mes engagements et de mes convictions politiques, j'y choisis nos partenaires professionnels et les mouvements avec lesquels nous nous engageons. ”

Si les modalités d'exercice de la promotion collective ont changé pour ces nouveaux militants sociaux adaptés aux conditions sociales et économiques urbaines, ils ont conservé un certain idéal de l'action politique de projet, loin de la politique de rejet qui caractérise aujourd'hui bien de leurs congénères. Se présentant comme une élite politico-économique, ils se font tantôt experts en questions sociales, jeunesse ou immigration, siégeant dans les plus hautes sphères de la puissance publique au sein des Conseils Nationaux et autres délégations, tantôt tâcherons des petits problèmes de logement ou de scolarité de tel voisin ou tel employé, souvent intermédiaires locaux entre institutions et habitants des cités. Et cette implication dans la gouvernance urbaine, autant que l'impératif de mobilité dont ils participent, fait d'eux de dignes héritiers du militantisme social, dont d'ailleurs ils se revendiquent.

Ruptures et continuités

Ces “générations” de militants, bénévoles et/ou professionnels, à la fois successives et contemporaines - puisque les uns et les autres, bien que s'étant investi successivement dans le militantisme social, continuent à se côtoyer au moins pour la période que nous avons étudiée plus précisément -, nous les avons regardées en tant que telles en fonction des cycles de politiques publiques qui ont présidé à la vie des cités ; cycles institutionnels que nous avons confronté à ce que pensent les militants sociaux qui s'y trouvèrent impliqués en leur temps, à leur culture et leurs pratiques militantes et professionnelles, à leurs convictions et leurs stratégies propres à faire mobilité sociale. Il apparaît ainsi des divisions souvent tranchées entre les militants issus des organisations politiques, syndicales ou confessionnelles, d'autres venus au militantisme par l'action sociale institutionnelle, d'autres encore dont l'engagement participe de leurs origines ethniques et résidentielles. S'il s'agit de divisions entre ces générations, elles prennent le plus souvent la forme de reproches faits les uns aux autres, au titre de leurs déficits.

Ceux dont l'engagement s'est confirmé dans les organisations politiques ou confessionnelles reprochent aux autres d'être " politiquement désincarnés ", ceux qui sont confirmés par le métier renvoient les autres à leurs " bricolages " et leur manque de compétence, ceux qui sont passés par les dispositifs sociaux et associatifs comme clients pour en devenir les acteurs argumentent sur le thème de la méconnaissance des autres des publics et des territoires de l'action sociale. On retrouve donc, dans cette petite collectivité que sont les militants sociaux, un thème banal et universel : les gens qui sont plus forts que d'autres en termes de " pouvoir " (parce qu'ils ont un engagement historiquement légitime, parce qu'ils ont un emploi et un salaire, parce qu'ils ont une expérience sociale), se pensent " meilleurs ", plus qualifiés et plus compétents. Cela fait parti de l'ordre du discours, au delà duquel pourtant, les filiations se font évidentes. Pas seulement parce que ce qui peut être défini comme " milieu " ⁵⁴ strié d'interconnaissances, participe aussi de chaînes générationnelles constituées sur des formes d'hérédité identitaires ⁵⁵, mais aussi parce cette longue histoire de l'effervescence militante dans les lieux d'habitat des mondes ouvriers est le récit d'un face à face entre nantis et opprimés conformé comme modèle du politique. Ainsi, dans le schéma binaire entre technique et politique souvent présenté comme la seule forme " efficace " de gouvernement urbain, l'utopie militante propose une autre forme de pacte. Une autre forme de gouvernance qui va bien au delà des seules garanties de " conditions de cohabitation supportables par tous, à défaut d'être dynamiques " ⁵⁶. L'entreprise militante tient en effet à s'immiscer dans le jeu du gouvernement urbain pour y réhabiliter l'existence puis la dignité des populations illégitimes, à ce titre absentes des grands desseins locaux ou nationaux ; et enfin obtenir, si possible, réparation morale de l'amnésie ou du mépris antérieur. Ce qui fait continuité dans le projet militant, c'est le recours à la mise en débat comme restauration de la dignité, à l'expression et la visibilité publiques comme expérience sociale, à la réussite individuelle et collective comme réparation.

Claire DUPORT

Doctorante au LAMES. Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme.

⁵⁴ Yves GRAFMEYER, *Sociologie urbaine*. Nathan, coll 128, 1994.

⁵⁵ Norbert ELIAS, *op. cit.*

⁵⁶ Michel ANSELME, *Institutions, associations d'habitants et espace public : la représentativité introuvable*. In Hélène MILLET ed. Les modalités d'implication des habitants dans les politiques urbaines, OMINOR, DIV, 1988.

Bibliographie des travaux cités

- Michel ANSELME, *Institutions, associations d'habitants et espace public : la représentativité introuvable*. In Hélène MILLET ed. Les modalités d'implication des habitants dans les politiques urbaines, OMINOR, DIV, 1988.
- Michel ANSELME, *Les maîtrises d'oeuvres sociales dans quelques opérations de réhabilitation des cités HLM*. In Situation d'expertise et socialisation des savoirs, CRESAL, 1985.
- Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*. Albin Michel, 1996.
- Alain BATTEGAY, *La déstabilisation des associations Beurs en région Rhône-Alpes*. Annales de la Recherche Urbaine, n°49, 1990.
- Ahmed BOUBEKER, *Cultures urbaines, expérience des quartiers et travail de conviction : la construction sociale des mondes de banlieue*. Rapport au Ministère de la Culture, Ministère de la jeunesse et des Sports, FAS, DIV, Plan Urbain. ARIESE, 1998.
- CERFISE, *Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille*. Comptes rendus des séminaires, 1989.
- Michel CHAUVIERE, Bruno DURIEZ, *La bataille des Squatters et l'invention du droit au logement, 1945-1955*. Cahiers du GRMF, 1992.
- Alain DUFAU, *Au nom de l'urgence*. Film documentaire, Carnets de ville.
- Norbert ELIAS, John SCOTSON, *Logiques de l'exclusion*. Fayard, 1997.
- Jean Paul FLAMAND, *Loger le peuple*. La découverte, 1989.
- Michel FOUCAULT, Cours au Collège de France du 7 et du 14 Janvier 1976 et La gouvernementalité in, *Dits et écrits III*, Gallimard 1994.
- François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir*. Ed 10/18, coll recherches n°13, 1976.
- Yves GRAFMEYER, *Sociologie urbaine*. Nathan, coll 128, 1994.
- Jacques ION (Dir), *Le militantisme en question*. CRESAL, 1992.
- La fin des petits clercs*, in DONZELOT (dir), "Face à l'exclusion. Le modèle français", Esprit, 1995.
- Jean François LAE, Numa MURARD, in *Mémoires des lieux : une histoire des taudis*. DRI, Séminaire TTS n° 5/6, 1988.

Pierre LASSAVE, *Le ministère urbain des sociologues. Approche d'une configuration intellectuelle dans la France des années 1980*. Thèse de doctorat de l'EHESS sous la direction de Jean-Claude CHAMBOREDON, 1995.

Michel MARIE, *La guerre, la colonie, la ville et les sciences sociales*. In *Sociologie du Travail* n°2, 1995.

Sylvie MAZELLA, Pierre-Paul ZALIO, *Cinquante ans de recherche urbaine à Marseille*. rapport au Plan Urbain, 1995.

Dominique MEHL, *Culture et action associatives*. In *Sociologie du travail* n°1, 1982.

André MICOUD, *Montchovet et la question de l'exemplarité*. in *Espaces et Sociétés*, n° 51, 1987.

Bernard MOREL, Philippe SAN MARCO, *L'endroit du décor*. Edisud, 1985.

Liane MOZERE, *Micropolitiques et changement social*. Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Paris VII, 1993.

Michel PERALDI, *La vie publique des cités*, à paraître, 1999.

Michel PERALDI, *Frontière ethnique et société locale urbaine. Ethnicités sédentaires à Marseille*. In BEKKAR, BOUMAZA ed. "l'ethnicité : politiques publiques et stratégies résidentielles", L'harmattan, 1999.

Catherine WIHTOL de WENDEN, *Naissance d'une "beurgeoisie"*. In *Migrations et Société* n°8, 1990.

Des parcours complexes et intense, à l'image de celui de Lucien né en 1925, d'un père calabrais émigré à Marseille en 1922 où il sera journalier, puis ouvrier toute sa vie, après avoir tenté sa chance quelques années en Amérique. A l'image de ses frères aînés, Lucien s'engage très jeune dans le syndicalisme ouvrier, mais aussi dans les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes. Le jeune Lucien entre à l'usine à 15 ans, passe un CAP d'ajusteur et exerce ce métier comme ouvrier qualifié jusqu'en 1949. Entre temps, il est un des meneurs de la section CGT de son entreprise, mais aussi du Mouvement des Squatters issu du Mouvement Populaire des Familles dont il devient permanent en 1949, perdant plus de la moitié de son salaire. La règle au MPF veut que l'on n'y exerce pas plus de trois années comme permanent. Lucien sera de nouveau ajusteur jusqu'en 1965 (entre temps " licencié pour action syndicale " par une première entreprise), date à laquelle il s'engage professionnellement dans l'action sociale pour l'ALFA, la fédération des Centres Sociaux, puis la Ville de Marseille.